

N° 5162³**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI**portant réorganisation des centres socio-éducatifs de l'Etat**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE TRAVAIL

(12.12.2003)

Par lettre du 3 juillet 2003, le ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse a saisi notre chambre pour avis sur le projet de loi portant réorganisation des centres socio-éducatifs de l'Etat.

Depuis 1991, le comportement perturbateur des mineurs en mal d'insertion sociale, professionnelle et culturelle est définitivement dépenalisé et le législateur met l'accent sur les missions sociales, éducatives et thérapeutiques des CSEE aux fins de réussir une réinsertion sociale de ces mineurs.

Notre chambre approuve la réorganisation des CSEE qui vise à adapter les dispositions de la loi du 12 juillet 1991 aux évolutions au niveau des infrastructures et de l'organisation des CSEE et surtout à instituer une toute nouvelle structure dans les CSEE qui est l'unité de sécurité. Nous soutenons le législateur dans la démarche qui consiste à s'occuper intensivement des mineurs venant de familles à difficultés financières ou sociales afin de réussir une réinsertion sociale plutôt que de les juger et de les délaisser dès le départ.

*

1. CONCERNANT LA NECESSITE DE CREER UNE UNITE DE SECURITE

Le Comité pour la Prévention de la Torture recommande depuis 1997 la réalisation d'une unité de détention spéciale pour jeunes, séparée du Centre pénitentiaire à Schrassig et la Chambre des députés a déjà arrêté en 1999 le principe de la création d'une unité de sécurité dans le cadre des CSEE.

Notre chambre se rattache aux conclusions qui consistent à dire que la création d'une unité de sécurité réservée aux mineurs seuls est l'unique solution pour mettre fin à la situation malsaine de cohabitation de mineurs et de délinquants adultes dans une même institution.

Nous donnons notre accord à la réalisation d'une UNISEC sous réserve que les circonstances de placement, les objectifs, les infrastructures et le personnel soient bien définis et qu'ils ne laissent pas de place à l'arbitraire. Dans ce contexte, nous approuvons que les circonstances de placement soient définies dans l'exposé des motifs et que le placement dans l'UNISEC se fasse uniquement par la voie d'une décision de justice.

Nous regrettons à cet endroit qu'une structure psychiatrique pour mineurs n'existe toujours pas au Luxembourg, alors que le besoin sur ce terrain est réel.

*

2. CONCERNANT L'IMPLANTATION DE L'UNISEC DANS LES CSEE

Dans l'intérêt des jeunes placés temporairement dans l'unité de sécurité, l'intégration de l'UNISEC aux CSEE existants afin de les faire bénéficier de leurs expériences et afin de garantir un transfert plus facile d'une structure à l'autre, nous paraît la meilleure approche.

Cette intégration de l'UNISEC dans des structures qui poursuivent toutes le même objectif permet une prise en compte optimale des besoins du jeune ayant des difficultés d'insertion sociale ou professionnelle.

Vu qu'une parfaite coordination entre les différentes institutions sera mise en place, la transition de l'UNISEC aux CSEE devrait se faire sans changements majeurs et ne pas perturber le travail de réinsertion du mineur, ce qui nous paraît tout à fait enviable.

*

3. CONCERNANT LES ALTERNATIVES DE PLACEMENT

Par opposition aux autres centres d'accueil pour jeunes, les CSEE ont la mission spécifique de préservation et de garde et se voient obligés d'accueillir les mineurs qui y sont placés sur décision des autorités judiciaires. Nous encourageons la nécessaire flexibilité des CSEE à pouvoir assumer cette obligation et nous nous demandons si pour l'unité de sécurité, il ne devrait pas être de même.

Au vu des statistiques, qui montrent une évolution croissante du nombre des mineurs placés au CPL entre 2000 et 2002, nous nous posons sérieusement la question de savoir si la capacité maximale de placement de 12 mineurs à l'UNISEC n'est pas déjà insuffisante dès le départ.

Nous avons l'impression que les auteurs du projet sont conscients du fait que la capacité d'accueil de l'UNISEC risque d'être insuffisante mais se cachent derrière les arguments de vouloir éviter la surcapacité et le recours trop rapide au placement en UNISEC.

Par ailleurs, des contraintes d'infrastructures et de qualité de l'encadrement éducatif et thérapeutique ne constituent pas d'argument valable pour conclure que le nombre de 12 mineurs est le maximum absolu gérable. Il serait alors logique d'envisager plutôt des infrastructures plus appropriées et une dotation plus significative en personnel.

Il s'agit d'un travail de prévention sociale contre la criminalité et la toxicomanie qui correspond à long terme à un investissement rentable pour la société et qui ne devrait pas être négligé à nos yeux.

L'exposé des motifs explique que „le Gouvernement examine la possibilité de conclure des conventions avec des centres pénitentiaires pour mineurs et des centres fermés pour jeunes délinquants atteints de problèmes psychiatriques étrangers“. Nous sommes d'avis qu'à ce stade de législation, le Gouvernement devrait déjà avoir des projets d'alternatives plus concrets.

Nous ne pouvons donner notre accord à un recours systématique à des institutions compétentes dans les pays voisins.

*

4. CONCERNANT LES DELAIS DE PLACEMENT (*article 9*)

Notre chambre se demande ce qui se passe avec le mineur après un placement de trois mois dans l'UNISEC, suivi d'une période de prolongation. Est-ce qu'une deuxième prolongation est possible et de quelle durée sont les prolongations? Quelle est la durée de placement maximale dans l'unité de sécurité? Notre chambre soutient le placement temporaire en UNISEC, mais à l'inverse, ne court-on pas le risque que les placements en UNISEC sont raccourcis manque de place, alors que le traitement serait quand même bénéfique pour le mineur gravement désorienté?

*

5. QUESTIONS CONCERNANT LE PERSONNEL

– *L'exposé des motifs* précise que les membres de la direction, les membres de la commission de surveillance et de coordination évaluent les besoins de personnel supplémentaires à 23 postes. Pour une meilleure vue d'ensemble, nous aimerions avoir des précisions quant à la dotation totale du personnel dans les unités des CSEE autres que l'UNISEC.

– *Articles 15-22*

Nous regrettons que l'aspect de la formation continue soit uniquement traité sous l'angle de la promotion vers une carrière supérieure et qu'un véritable droit à la formation continue pour le personnel

des CSEE, précisément pour lutter contre le phénomène d'„outburning“, n'a pas été introduit dans le présent projet.

– *Article 7*

Des mandats renouvelables de 7 ans sont prévus pour le chargé de direction alors que pour les responsables d'unité, des mandats renouvelables de 2 ans seulement sont prévus. Notre chambre s'interroge sur la raison d'une telle différence dans la durée des mandats, étant donné que le responsable d'unité verra son mandat expiré alors qu'il vient juste de surmonter le cap de la phase de familiarisation avec ces nouvelles responsabilités.

– *Article 15*

Comme pour les maisons d'enfants de l'Etat, notre chambre trouve inacceptable que le cadre du personnel des maisons d'enfants de l'Etat soit complété uniquement dans la „limite des crédits budgétaires“. Nous demandons que cette contrainte soit biffée du texte et qu'il soit fait uniquement référence au critère de besoin.

Nous insistons également sur le fait que le recours à des chargés de cours doit rester l'exception, vu le caractère spécifique de la clientèle des CSEE.

En nous référant à la loi sur l'Université du Luxembourg, nous suggérons la révision des carrières du personnel. Les infirmiers gradués et éducateurs gradués entrent, selon notre avis, dans la carrière supérieure de l'administration tandis que les infirmiers psychiatriques et les infirmiers et les éducateurs sont à intégrer dans la carrière moyenne de l'administration.

Sous réserve des observations formulées ci-dessus, notre chambre marque son accord au projet de loi portant réorganisation des centres socio-éducatifs de l'Etat.

Luxembourg, le 12 décembre 2003

Pour la Chambre de Travail,

Le Directeur,
Marcel DETAILLE

Le Président,
Henri BOSSI

